

L'Institut des Vocations pour l'Emploi

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

2 Allée Romain Rolland

93390 Clichy-sous-Bois

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2025

L'Institut des Vocations pour l'Emploi

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

2 Allée Romain Rolland
93390 Clichy-sous-Bois

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2025

À l'assemblée générale de l'association L'Institut des Vocations pour l'Emploi

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association L'Institut des Vocations pour l'Emploi relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er septembre 2024 à la date d’émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d’entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d’établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l’établissement de comptes annuels ne comportant pas d’anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d’erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 5 décembre 2025

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

A blue ink signature of Guillaume TROUSSICOT, preceded by a blue shield icon containing a white checkmark.

Guillaume TROUSSICOT

A blue ink signature of Jean-Claude MARTY, preceded by a blue shield icon containing a white checkmark.

Jean-Claude MARTY

L'INSTITUT DES VOCATIONS POUR L'EMPLOI

Comptes annuels

Exercice clos le 31/08/2025



Période du 01/09/2024 au 31/08/2025 (Bilan)

Sommaire

1	<i>Comptes annuels</i>	3
1.1	Bilan Actif	4
1.2	Bilan Passif	5
1.3	Compte de résultat	6
2	<i>Annexe</i>	8
2.1	Annexe LIVE 2024.2025	9

Comptes annuels



Actif			Au 31/08/2025			Au 31/08/2024
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	83 916	83 916		
		Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾					
	Immobilisations incorporelles en cours					
		Avances et acomptes				
		TOTAL	83 916	83 916		
	Immobilisations corporelles	Terrains	10 990 490	2 200 798	8 789 692	6 918 521 2 192 849
		Constructions				
		Inst.techniques, mat.out.industriels				
Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes					
	TOTAL	10 990 490	2 200 798	8 789 692	9 111 371	
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées	170 680		170 680	161 665	
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres					
	TOTAL	170 680		170 680	161 665	
		Total I	11 245 087	2 284 714	8 960 373	9 273 037
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	296 759		296 759	174 022
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres				
		TOTAL	296 759		296 759	174 022
	Divers	Valeurs mobilières de placement	9 668 749 112 878		9 668 749 112 878	10 316 674 317 706
		Instruments de trésorerie				
Disponibilités						
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾						
		Total II	10 078 387		10 078 387	10 808 402
	Frais d'émission des emprunts III					
	Primes de remboursement des emprunts IV					
	Ecart de conversion Actif V					
		TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	21 323 474	2 284 714	19 038 760	20 081 439
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/08/2025	Au 31/08/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	6 288 773	4 247 180
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-77 343	2 041 593
	Situation nette (sous-total)	6 211 429	6 288 773
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		6 211 429	6 288 773
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total III			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	682 091	797 753
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	218 671	200 423
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	226 567	1 694 488
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	11 700 000	11 100 000
Total IV		12 827 330	13 792 666
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		19 038 760	20 081 439
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/09/2024 Au 31/08/2025 12 mois	Du 01/09/2023 Au 31/08/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	45 000	45 000
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service		
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats	12 450 000	12 000 000
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	99 408	3
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	12 594 408	12 045 003
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	8 381 905	6 836 821
	Aides financières	1 085 299	989 315
	Impôts, taxes et versements assimilés	199 523	127 636
	Salaires et traitements	1 351 263	944 518
	Charges sociales	617 402	431 615
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	816 503	512 171
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	73 425	14
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	12 525 322	9 842 092
1. Résultat d'exploitation (I-II)		69 086	2 202 911

		Du 01/09/2024 Au 31/08/2025 12 mois	Du 01/09/2023 Au 31/08/2024 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)			
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		69 086	2 202 911
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	146 429	161 317
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	146 429	161 317
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-146 429	-161 317
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		12 594 408	12 045 003
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		12 671 752	10 003 410
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-77 343	2 041 593
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

Annexe

L'Institut des Vocations pour
L'Emploi

Annexe aux comptes annuels

Date de clôture : 31/08/2025

Sommaire

1.	Faits caractéristiques de l'exercice	2
2.	Objet de l'association	3
3.	Principes, règles et méthodes comptables	4
4.	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	7
4.1	Actif immobilisé	7
4.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	7
4.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	9
4.2	Actif circulant	10
4.2.1	État des échéances des créances à la clôture de l'exercice	10
4.2.2	Charges constatées d'avance	11
4.3	Fonds propres	12
4.4	Passifs et provisions	13
4.4.1	Charges à payer	13
4.4.2	État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice	14
4.4.3	Produits constatés d'avance	15
4.5	Compte de résultat	16
4.5.1	Produits d'exploitation	16
4.5.2	Charges d'exploitation	17
4.5.3	Charges et produits exceptionnels	18
4.5.4	Honoraires des commissaires aux comptes	18
4.6	Informations diverses	19
4.6.1	Effectif de la période	19
4.6.2	Engagements reçus	19
5.	Evènements postérieurs à la clôture	20

1. Faits caractéristiques de l'exercice

Ouverture d'un nouveau centre au Havre

Dans le cadre de l'expansion de ses activités, un nouveau centre a été inauguré au Havre, où des « livers » sont accueillis depuis septembre 2024.

2. Objet de l'association

L'Association a pour objet d'accompagner vers la vie active de jeunes adultes éloignés de l'emploi en leur proposant un parcours original d'accès ou de retour à la vie active comprenant un accompagnement et des enseignements théoriques et pratiques destinés à consolider les compétences-clés, développer les compétences relationnelles et élaborer un projet professionnel.

Afin de réaliser son objet, l'Association a notamment eu recours aux moyens d'action suivants :

- assurer la gestion des différents établissements qui accueillent les bénéficiaires du dispositif (établissements à Clichy-sous-Bois, Valence, Roubaix, Marseille, Reims et Le Havre),
- réaliser ou faire réaliser les actions d'accompagnement et dispenser ou faire dispenser les enseignements nécessaires à l'acquisition des compétences appropriées,
- engager une démarche de certification professionnelle pour sanctionner le parcours,
- rechercher et mettre en œuvre toutes solutions et améliorations destinées à l'accompagnement des jeunes adultes en situation de décrochage,
- répondre à des appels à projets, appels à manifestation d'intérêt, marchés publics et appels d'offres,
- constituer et/ou participer à des pôles de réflexion et/ou formuler des propositions auprès des pouvoirs publics, des responsables économiques et sociaux et des acteurs de vie dans la cité,
- développer des partenariats ou coopérations avec des acteurs publics ou privés, français, européens ou internationaux, le cas échéant par la création de structures juridiques à but lucratif ou non lucratif,
- organiser et/ou participer à des manifestations, réunions et actions d'information et de formation,
- concevoir et diffuser des publications et tous supports d'information et de communication,
- délivrer des conseils et de l'assistance technique contribuant, à titre accessoire, à la réalisation de tout ou partie de l'objet de l'Association,
- mettre à disposition de tout tiers des pratiques et savoirs développés par l'Association, vendre, directement ou indirectement, de manière permanente ou occasionnelle, tous produits ou services entrant dans le cadre de son objet, et susceptibles de contribuer à sa réalisation,
- réaliser toutes opérations financières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, de nature à favoriser son développement,
- et plus généralement entreprendre toute action de nature à favoriser la mise en œuvre de l'objet de l'Association.

3. Principes, règles et méthodes comptables

Désignation : L'INSTITUT DES VOCATIONS POUR L'EMPLOI

Annexe au bilan de l'exercice clos le 31 août 2025, dont le total est de 19 038 760 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont le résultat est de - 77 344 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} septembre 2024 au 31 août 2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels sont établis en conformité avec les règles et méthodes comptables découlant des textes légaux et réglementaires applicables en France. Ils respectent en particulier les dispositions du règlement ANC 2014-03 relatif au PCG et du règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations Corporelles et Incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), à leur coût de production ou à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les frais accessoires, droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, sont incorporés à ce coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire sur la durée d'utilisation.

Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

- Installations générales, agencements et aménagements divers : 15 ans
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Mobilier : 10 ans

Immobilisations Financières

Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition constitué du prix d'achat augmenté des coûts directement attribuables.

Créances Clients, Comptes Rattachés et Autres Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

Provisions

Une provision est constituée lorsqu'il existe une obligation de l'association à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Une provision est un passif dont le montant ou l'échéance n'est pas fixée de façon précise.

Dettes

Les dettes sont enregistrées pour leur valeur nominale de remboursement. Elles ne font pas l'objet d'une actualisation

4. Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

4.1 Actif immobilisé

4.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

	Immobilisations	Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur fin exercice
Incorp.	Frais d'établissement et de développement – TOTAL I	-	-	-	-
	Autres postes d'immobilisations incorporelles – TOTAL II	83 916	-	-	83 916
Corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Construction sur sol propre	-	-	-	-
	Construction sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. gales, agencts et am. des constructions	-	-	-	-
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	-	-	-	-
	Installations générales, agencements, aménagements divers	7 432 930	2 462 190	-	9 895 120
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Matériel de bureau et mobilier informatique	869 886	225 485	-	1 095 371
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours (i)	2 192 850	218 240	2 411 090	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-
	TOTAL III	10 495 666	2 905 915	2 411 090	10 990 491
Financière	Participations évaluées par équivalence	-	-	-	-
	Autres participations	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	Prêts et autres immobilisations financières	161 666	9 015	-	170 681
	TOTAL IV	161 666	9 015	-	170 681
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)	10 741 248	2 914 930	2 411 090	11 245 087

4.1.1.1 Natures des Augmentations

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles	2 421 342		484 573		
Immobilisations financières			9 015		
TOTAL	2 421 342		493 588		

4.1.1.2 Nature des Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles	2 411 090				
Immobilisations financières					
TOTAL	2 411 090				

4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement – TOTAL I		-	-	-	-
Fonds commercial – TOTAL II		-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles – TOTAL III		83 916	-	-	83 916
Terrains		-	-	-	-
Constructions	Sur sol propre	-	-	-	-
	Sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. Gales, agcts et amgts constructions	-	-	-	-
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	Inst. Générales, agencements, aménagements divers	1 091 926	647 295	-	1 739 221
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	292 369	169 208	-	461 577
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
TOTAL IV		1 384 295	816 504	-	2 200 798
TOTAL GÉNÉRAL. (I+II+III+IV)		1 468 211	816 504	-	2 284 714

4.2 Actif circulant

4.2.1 État des échéances des créances à la clôture de l'exercice

ETAT DES CREANCES			Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations		-	-	-
	Prêts		-	-	-
	Autres immobilisations financières		170 681	-	170 681
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux		-	-	-
	Autres créances clients		-	-	-
	Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie	Provisions pour dépréciation antérieurement constituée	-	-	-
	Personnel et comptes rattachés		938	938	-
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux		1 479	1 479	-
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	-	-	-
		Taxe sur la valeur ajoutée	-	-	-
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	-	-	-
		Divers	-	-	-
	Groupe et associés		-	-	-
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		294 342	294 342	-
	Charges constatées d'avance		112 878	112 878	-
TOTAL		580 318	580 318	-	
Prêts Accordés en cours d'exercice			-		
Remboursements obtenus en cours d'exercice			-		

4.2.2 Charges constatées d'avance

Nature	Date période		Montants		
	Début	Fin	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Locations immobilières	01/07/2025	01/12/2025	96 369		
Locations mobilières	01/07/2025	01/06/2026	3 628		
Primes d'assurance	05/02/2021	29/04/2031	10 404		
Autres	01/01/2025	01/07/2026	2 476		
TOTAL			112 878		

4.3 Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	-	-	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-	-	-	-	-
Réserves	-	-	-	-	-
Report à nouveau	4 247 180	2 041 593	-	-	6 288 774
Excédent ou déficit de l'exercice	2 041 593	- 2 041 593		77 344	77 344
Situation nette	6 288 774	-		77 344	6 211 429
Dotations consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL	6 288 774	-	-	77 344	6 211 429

4.4 Passifs et provisions

4.4.1 Charges à payer

Libellés	Montant
CONGES A PAYER	
Congés provisionnés	43 958
Charges sociales provisionnées	19 781
Charges fiscales provisionnées	-
INTERETS COURUS	
Emprunts et dettes assimilées	-
Dettes part. groupes	-
Dettes part. hors groupes	-
Dettes sociétés en participation	-
Fournisseurs	-
Associés	-
Banques	-
Concours bancaires courants	-
AUTRES CHARGES	
Factures à recevoir	772 947
RRR à accorder, avoirs à établir	-
Participation des salariés	-
Personnel	-
Sécurité sociale	-
Autres charges fiscales	17 424
Divers	-
TOTAL	854 110

4.4.2 État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-	-	-	-
Autres emprunts obligataires		-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
	à plus d'1 an à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers		-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés		682 091	682 091	-	-
Personnel et comptes rattachés		43 958	43 958	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		145 631	145 631	-	-
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	-	-	-	-
	Obligations cautionnées	-	-	-	-
	Autres impôts, taxes et	29 082	29 082	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		226 568	226 568	-	-
Groupe et associés		-	-	-	-
Autres dettes (dont relatives à des opérations de pension de titres)		-	-	-	-
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie		-	-	-	-
Produits constatés d'avance		11 700 000	11 700 000	-	-
TOTAL		12 827 330	12 827 330	-	-
Emprunts souscrits en cours d'exercice					-
Emprunts remboursés en cours d'exercice					-
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture					-

4.4.3 Produits constatés d'avance

Nature	Date période		Montants		
	Début	Fin	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Collecte de fonds	01/09/2025	31/08/2026	11 700 000		
TOTAL			11 700 000		

4.5 Compte de résultat

4.5.1 Produits d'exploitation

Conventions de mécénat

Les conventions de mécénat qui ont couru sur l'exercice sont les suivantes :

Convention du 24 juillet 2024

Le 24 juillet 2024, une nouvelle convention de mécénat a été signée, dans laquelle LVMH s'engage à verser un montant maximal de 11,1 millions d'euros. Le versement a eu lieu sur l'exercice précédent. Cette convention est valable jusqu'au 31 août 2025.

Avenant du 30 avril 2025

Par un avenant à cette convention, signé le 30 avril 2025 et pour la même durée, la société LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton a décidé d'augmenter le montant maximum des libéralités consenties à LIVE de 1,5 millions d'euros pour le porter de 11,1 millions d'euros à 12,6 millions d'euros. Sur ce montant maximum, la somme de 12,450 millions d'euros a été effectivement versée.

Cotisations annuelles

Tous les membres de l'association (au nombre de 3) versent une cotisation annuelle de 15 000 euros chacun, conformément aux statuts.

Au cours de l'exercice, les 3 cotisations ont été intégralement versées, portant le montant total des cotisations annuelle pour la période à 45 000 euros.

4.5.2 Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation sont essentiellement composées des éléments suivants :

- Honoraires à hauteur de : 4 912 430 euros.
Les honoraires correspondent aux frais versés aux intervenants externes pour l'animation de séminaires et d'ateliers de formation dans le cadre des activités de l'organisme telles que définies dans l'objet social, ainsi que des frais de fonctionnement divers, et peuvent être répartis comme suit :
 - Coaching & Accompagnement Livers: 4 269 273 €
 - Prestataires externes (Sécurité, Etudes, etc.) : 228 964 €
 - Honoraires conseils : 414 193 €
- Locations immobilières et charges locatives à hauteur de : 1 056 484 euros.
- Maintenance et Entretien à hauteur de : 861 583 euros.
- Salaires à hauteur de : 1 187 049 euros.
- Amortissements sur immobilisations à hauteur de : 816 503 euros.
- Aides financières sous forme de bourses accordées aux bénéficiaires, appelés « livers », pour un total de 1 085 299 euros, répartis par centre comme suit :
 - **Clichy-sous-Bois** : 215 185 euros.
 - **Havre** : 162 436 euros.
 - **Marseille** : 195 677 euros.
 - **Roubaix** : 166 962 euros.
 - **Reims** : 161 697 euros
 - **Valence** : 183 342 euros.

4.5.3 Charges et produits exceptionnels

Opérations de l'exercice	Charges	Produits
Charges sur exercices antérieurs	146 430	
TOTAL	146 430	

Les charges exceptionnelles incluent les factures datées d'avant le 1^{er} septembre 2024 et enregistrées au cours de l'exercice.

Ces charges n'ont pas fait l'objet d'une provision sur l'exercice précédent.

4.5.4 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires relatifs aux travaux de clôture effectués par les Commissaires aux Comptes s'élèvent à 7 560 euros.

4.6 Informations diverses

4.6.1 Effectif de la période

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie :

	<i>Personnel salarié</i>
Cadres	15
Agents de maîtrise et Techniciens	
Employés	1
Ouvriers	
TOTAL	16

4.6.2 Engagements reçus

Convention du 1^{er} juillet 2025

Le 1^{er} juillet 2025, une autre convention a été conclue, engageant LVMH à un soutien financier maximal de 11,7 millions d'euros pour la période allant du 1^{er} septembre 2025 au 31 août 2026.

- Sur l'exercice 2024/2025, ce versement de 11,7 millions d'euros a été versé le 23 juillet 2025.

5. Evènements postérieurs à la clôture

Ouverture d'un nouveau centre à Bordeaux

Dans le cadre de l'expansion de ses activités, un nouveau centre sera inauguré à Bordeaux en début d'année 2026. Au cours de l'exercice 2025, des dépenses ont déjà été engagées, incluant à la fois des investissements et des charges de personnel.